

ATELIER 1

02 : QUELLES DOIVENT ETRE LES MISSIONS DE L'ECOLE, A L'HEURE DE L'EUROPE ET POUR LES DECENNIES A VENIR ?

05 : QUEL SOCLE COMMUN DE CONNAISSANCES, DE COMPETENCES ET DE REGLES DE COMPORTEMENT, LES ELEVES DOIVENT-ILS PRIORITAIREMENT MAITRISER AU TERME DE CHAQUE ETAPE DE LA SCOLARITE OBLIGATOIRE ?

I - DIAGNOSTIC

A) Le collège unique ne fait pas l'unanimité, car :

- il existe une hétérogénéité des niveaux des élèves (à l'entrée en 6^e), et nous constatons une incapacité à y remédier pendant les années de collège.
- il n'existe pas de pédagogie différenciée par manque de moyens (humains et matériel).
- Le public scolaire a changé : ses motivations ne sont plus les mêmes :
 - Il faut un résultat rapide et efficace : les élèves ont pris l'habitude de "zapper".
 - Les élèves sont incapables d'un effort prolongé par manque de perspective (perte du goût de l'effort).
 - Le goût et le plaisir du travail bien fait n'existent plus.
- Les enseignants constatent de grandes difficultés à transmettre les savoirs, qu'ils considèrent comme essentiels, car les programmes sont trop lourds et déconnectés de la réalité, du concret pour les élèves (les élèves ne font pas les liens).
- le collège "n'apprend pas suffisamment à apprendre" : il faudrait donner aussi des méthodes de travail, ou les revoir (prévoir d'approfondir en grandissant). Ex. : il manque des règles qui sont nécessaires au développement cohérent des idées.
- Les capacités créatrices de l'élève ne sont pas développées et mises en valeur.
- L'image des filières techniques est très dévalorisée par rapport à l'enseignement général, alors qu'elles pourraient apporter des solutions positives et équilibrées.

B) Les difficultés rencontrées par les élèves.

- L'enseignement ne leur propose que le développement des aptitudes, dites intellectuelles alors que les médias ne leur proposent que du "factice" auquel les jeunes s'identifient aisément. D'autant plus facilement qu'il existe une crise des valeurs dans la société, par l'absence d'éducation parentale, notamment. Les enseignants sont en concurrence avec les médias, qui proposent aussi une masse d'informations aux élèves présentée de façon disparate, alors que les élèves n'ont pas encore de possibilités d'analyse critique.
- La culture générale reste néanmoins indispensable à tous et dans tous les métiers. Il faut donc définir un socle commun de connaissances :
 - La connaissance et la maîtrise du Français et des Mathématiques sont, à cet égard, des matières indispensables. Il faudrait aussi prévoir de nouveaux programmes d'Histoire-Géographie plus Européens, pour mieux comprendre le monde.
 - D'autre part, l'apprentissage de l'Anglais n'est pas perçu comme une nécessité par tous :

oui : 2/3

non : 1/3

- C'est au collège que l'Education à la Santé par rapport au Tabac, à l'Alcool, au Sida doit commencer, ainsi que la prévention de la violence.

II – LES PROPOSITIONS.

A) Les missions du collège :

- 1 – Transmettre des savoirs en se souciant le plus possible de leurs utilisations concrètes.
- 2 – Faire acquérir des méthodologies de travail permettant de développer l'esprit critique et d'analyser la capacité d'adaptation et la polyvalence qu'exige la complexité du monde contemporain.
- 3 – Discerner et encourager l'aptitude à la création.
- 4 – Utiliser les moyens modernes d'information, afin d'en tirer le meilleur profit, et d'en faire un bon usage.
5. Associer de nouveaux partenaires à l'école :
 - les entreprises.
 - les organismes sociaux, partis prenants à l'éducation.
- 6 – Anticiper les besoins de la société.
- 7 – Faciliter l'intégration sociale.

B) Socle commun du collège.

→A l'entrée au collège, s'assurer de la maîtrise :

- de la lecture et de l'enrichissement du vocabulaire.
- de l'écriture.
- capacité à compter et des 4 opérations.

Et dans le domaine du comportement : connaître et maîtriser les règles de la vie en société.

→Dès que possible, veiller à ce qu'au cours de la scolarité, les choix des élèves soient pris en compte en y associant les psychologues, les conseillers d'orientation, les équipes pédagogiques et les acteurs de la vie économique.

Dans cet esprit, mettre en place un dispositif de formation, plus axé sur les métiers manuels et techniques, pour tous les élèves.

L'apprentissage d'une langue étrangère est indispensable, et notamment l'anglais.

→L'objectif final étant de permettre à chaque élève d'exploiter à fond l'ensemble de son potentiel, et de s'orienter vers la voie de son choix.

ATELIER 2

13 : COMMENT PRENDRE EN CHARGE LES ELEVES EN GRANDE DIFFICULTE ?

Réflexion sur la notion de difficulté

Les participants ont identifié que :

- les jeunes en manque de qualification étaient en nombre important
- 8% des jeunes sont exclus

Les RAISONS EVOQUEES sont :

- l'inadaptation du jeune au système
- l'inadaptation du système scolaire au jeune
- incompréhension entre le jeune et le système scolaire (le jeune ne comprend pas ce qu'on lui demande et a du mal à se faire comprendre)
- le stress
- l'environnement social
- « l'étiquette » (enfant en difficulté)
- la démotivation
- les pré-requis ne sont pas atteints (savoirs de base non atteints à l'entrée au collège)
- l'insuffisance du nombre d'enseignants
- nombre trop important d'élèves par classe
- des jeunes ne savent pas ce qu'ils font en classe
- la communication
- le repérage
- une prévention insuffisante avant le collège
- le manque de valorisation et d'écoute de l'enfant
- l'absence d'individualisation

Les propositions suivantes ont été émises :

Mettre en place des mesures préventives avant et pendant le collège

- o développer des Réseaux d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté (RASED)
- o donner la possibilité de redoubler 2 années pour l'école élémentaire
- o Communiquer :
 - Contre les « étiquettes » (échec scolaire, handicap, origine sociale)
 - Plus de lisibilité entre la réalité des moyens et le ressenti

Orientation :

- Meilleure gestion du nombre d'établissement, des places, internat...
- Travailler le projet professionnel (choix)
- Mettre en place des passerelles fonctionnelles pour limiter le cloisonnement entre les différents parcours scolaires
- Renforcer les établissements spécialisés ou les classes spécialisées avec passerelles avec les autres classes

Aménager le Collège unique avec des dispositifs adaptés aux jeunes et renforcer les aides :

- 4^e et 3^e technologique
- adaptation du rythme : 6^e-5^e en 3 ans et 4^e-3^e en 3 ans
- enseignement individualisé
- classe à faible effectif ou travail en petits groupes.
- réponse adaptée à chaque enfant
- intervention d'autres professionnels pour un soutien individuel (psychologue, suivi social, adaptation de cours...)

15 : COMMENT LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA VIOLENCE ET LES INCIVILITES ?

Réflexion sur la notion de violence :

Les participants ont identifié que :

- deux types de violence existent : verbale et physique.
- les formes de violence peuvent être de natures différentes : insultes, menaces, actes physiques, dégradations, vols.

Réflexion sur la notion d'incivilité :

Les participants l'ont définie comme suit :

- provocation,
- langage grossier,
- manque de respect.

Les CAUSES EVOQUEES sont :

- effet de groupe et de mode,
- éducation parentale,
- recherche d'identité (révolte, volonté de transgression des adolescents).

Les propositions émises ont été :

1. Assurer une distance entre les adultes et les élèves (tutoiement/vouvoiement, respect, communiquer autrement...).
2. Améliorer les conditions d'apprentissage (cf. Question 13).
3. Apprendre aux jeunes la « maîtrise de soi ».
4. Donner du sens, du plaisir à l'Ecole ; susciter l'intérêt et créer le désir d'apprendre.
5. Responsabiliser les jeunes dans leur façon d'agir.
6. Assurer une cohésion et cohérence entre l'Equipe éducative et les parents
7. Augmenter l'encadrement : psychologues, assistantes sociales, professeurs, plus d'adultes auprès des jeunes.

ATELIER 3

18 : COMMENT, EN MATIERE D'EDUCATION, DEFINIR ET REPARTIR LES ROLES ET LES RESPONSABILITES RESPECTIFS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ?

Point-Clés discutés :

- L'égalité des moyens, l'équité dans l'affectation des ressources.
- La recherche d'un partage clair des compétences, lisible par tous les partenaires et compréhensible par les usagers.
- La construction d'un véritable dialogue entre tous les acteurs (*) pour résoudre au mieux l'ensemble des contraintes et améliorer, affiner qualitativement les choses. Ceci impliquant :
 - que les demandes de moyens soient clairement exprimées et réfléchies.
 - que les acteurs de l'Etat –mis en situation d'exprimer leurs besoins- apprennent à les définir, les justifier, les calculer et qu'ils soient entendus.

Pour synthétiser, il nous a semblé que le groupe, à l'unanimité, a dit que l'Etat devait conserver ses compétences en matière de pédagogie. Mais les acteurs étant en partie dépendants des Collectivités Territoriales, ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la concertation, la communication pour : définir les besoins pertinents et les priorités, optimiser les moyens disponibles.

"Si chacun(e) pouvait parler et mettre de l'huile dans les rouages", on avancerait tous (tes) !".

Propositions issues du débat :

- Que les moyens soient les mêmes –pour tous les collèges, pour tous les enfants.
- La décentralisation ne va-t-elle pas entraîner des différences sur l'ensemble du territoire ?
- Il ne faut pas transférer plus de compétences au Conseil Général, sauf pour tout ce qui est matériel.
- Pour améliorer le dialogue, avec l'administration, avec les collectivités locales.
- Pour étendre les compétences, les pouvoirs des collectivités pour uniquement le fonctionnement matériel.
- Maintenir la priorité de l'Etat pour les programmes afin de conserver la valeur nationale des diplômes et l'accès aux concours nationaux : une possibilité pour tous.
- Revaloriser le travail des personnels en dégageant des primes au mérite.
- Le transfert de compétences aux collectivités est nécessaire afin de mieux connaître les problèmes sur le terrain.
- Que le partage des sommes soit réparti équitablement dans toutes les communes à parts égales.
- Plus de matériel dans les classes.
- Plus d'aide pour les voyages, pour les personnes en difficultés...
- Conserver le caractère national des programmes et du recrutement des enseignants du secondaire.
- S'assurer que les collectivités locales et territoriales puissent disposer de ressources suffisantes pour que leur intervention financière, en direction des établissements, soit égale sur tout le territoire national (Péréquation).

22 : COMMENT FORMER, RECRUTER, EVALUER LES ENSEIGNANTS ET MIEUX ORGANISER LEUR CARRIERE ?

Points-Clés discutés :

- Idée de motivation à travailler dans le recrutement, car notre société est en mutation, les relations aux enfants aussi : les approches ont évolué !
- Les métiers évoluent dans l'éducation : ce n'est plus une vocation, ça s'apprend !!
- Nécessité d'ouvrir l'école sur le monde du travail, certes, mais aussi la société doit apprendre à regarder l'école, car c'est un lieu où les acteurs travaillent. L'école : lieu de stage "en entreprise".
- La formation à la relation / la gestion des conflits est aujourd'hui nécessaire.
- A l'école, ici comme ailleurs, la formation professionnelle "Permanente en Alternance" s'impose, elle devrait être généralisée.
- Le mode d'inspection n'est plus adapté : le regard intérieur du solitaire sur les pratiques qui évoluent vers le travail d'équipe n'est plus pertinent.
- L'enseignant ne peut plus être l'artisan de sa propre formation : il y faut de l'aide, du soutien, de l'accompagnement technique certes, moral aussi !
- Il faut opérer un "retournement de la situation en I.U.F.M."

Pour synthétiser, il faudrait dynamiser l'organisation d'une formation "Théories-Pratiques" en échanges constants d'"allers-retours" et ce, tout au long de la carrière.

Propositions issues du Débat :

- En ce qui concerne la formation du personnel éducatif : il nous semble que la solution de l'alternance n'est pas à écarter. En effet, elle permettrait peut-être à chaque "nouveau professeur" de mieux appréhender toutes les contraintes et tous les aspects du métier auxquels ils se destinent. Et, de ce fait, de pouvoir discuter et "se former" à partir des difficultés qu'ils auront ressenties in situ.
 - En ce qui concerne l'évaluation, pourquoi est-ce un inspecteur seul qui est chargé de cette mission ? Ne serait-il pas plus objectif et moins "personnel", qu'ils soient plusieurs ?
 - Une personne seule ne devrait pas à avoir juger des compétences d'une autre sans en avoir une vision globale.
- Est-ce qu'il ne faudrait pas que ce soient les professeurs "entre eux" qui s'évaluent avec l'assistance d'un inspecteur ?
- Ex. : A chaque inspection, adjoindre les services d'un professeur de la discipline.
- Recrutement du personnel : exiger des stages suffisamment larges dans les différents types d'établissements et structures, avant le passage de concours.
 - Formation initiale : la formation en I.U.F.M. est à revoir ; l'élargir à toutes les problématiques de prise en charge des élèves, de mobilisation d'une classe aux éléments hétérogènes, ne pas rester dans le disciplinaire.
 - Evaluation : à repenser totalement avec un corps d'inspection plus développé et au fait des évolutions, pour qu'il soit en mesure d'accompagner réellement la personne.
 - Importance de la D.R.H. locale : formation continue et décloisonnante.
 - Evaluation globale sur les fonctions réelles de l'enseignant, fonctions qui se sont multipliées (social, extrascolaire notamment).
 - Formation pour "se sentir bien" dans ce métier.
 - Recrutement par rapport à la motivation du métier.
 - Formation préparatoire pour les professeurs en début de carrière, en cours d'activité.
 - Le recrutement ne doit pas tenir compte que du savoir qu'ils peuvent transmettre, mais de leurs compétences humaines.
 - Définir le rôle de l'école.

Oralement, il est dit qu'il faudrait sortir des dualismes "Bon/Mauvais", "Bien/Mal", en matière d'évaluation, tant des Jeunes que des personnels ; il vaudrait mieux travailler sur les erreurs que sur les fautes ... à tous les niveaux du système éducatif.

Enfin, la formation initiale continue de tous les acteurs devrait découler des missions, des attentes évolutives que la société génère... car elle vit, notre société, et le système doit s'adapter en permanence !!

PRIORITES DEGAGEES PAR NOTRE ATELIER.

1. Le dialogue entre tous les partenaires (*) concernés par la vie des établissements est à affiner qualitativement.
2. Une nouvelle formation permanente, continue, de tous les personnels, est à concevoir, alternant "Allers-Retours entre Théories et Pratiques, Pratiques et Théories".
3. L'évaluation des acteurs (*) doit être redéfinie.

(*) Acteurs, Partenaires = tous les services déconcentrés de l'Etat et leurs personnels qui travaillent sur les politiques Publiques d'Education/Toutes les Institutions Locales impliquées dans les Politiques d'Etablissement du fait des Lois de Décentralisation (Conseil général, Syndicat Intercommunal, Communauté des Communes, Commune de résidence, Parents, Service Sociaux, Associations péri-éducatives reconnues ...).